

**Mise à disposition et maintenance d'une plateforme de
téléexpertise en région Occitanie**

2025-01

Cahier des Clauses Administratives Particulières

TABLE DES MATIERES

Article 1. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE.....	5
1.1 GENERALITES	5
1.1.1 PROCEDURE	5
1.1.2 FORME	5
1.2 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES	5
1.3 POUVOIR ADJUDICATEUR.....	6
1.4 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
1.5 ALLOTISSEMENT ET DECOUPAGE DE L'ACCORD-CADRE	6
1.6 DUREE	6
1.7 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	7
1.8 PRIX.....	8
1.8.1 DEFINITION DES PRIX.....	8
1.8.2 FORME DES PRIX.....	8
1.8.3 CONTENU DES PRIX	8
1.8.4 REMISE FORFAITAIRE ANNUELLE	9
1.8.5 REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS	9
1.9 CHARGES FISCALES	10
1.10 RABAIS ET OFFRES PROMOTIONNELLES.....	10
1.11 ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES.....	10
1.11.1 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	10
1.11.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
1.12 ASSURANCE ET RESPONSABILITE CONTRACTUELLE	11
1.12.1 ASSURANCE	11
1.12.2 RESPONSABILITE CONTRACTUELLE	12
1.13 FORCE MAJEURE.....	12
1.14 PLAN DE PROGRES.....	12
1.15 CLAUSE DE REEXAMEN	13
1.15.1 Champ d'application et nature des modifications	13
1.15.2 Circonstances déclenchant la clause de réexamen :	13
1.15.3 Modalités de mise en œuvre.....	14
1.15.4 Prise en charge des surcoûts	14
1.15.5 Exclusions	14
1.16 MARCHE COMPLEMENTAIRE DE SERVICES	14
1.16.1 Définition et conditions de recours.....	14
1.16.2 Conditions spécifiques.....	15

1.16.3	Limitation du montant.....	15
1.16.4	Justification et traçabilité	15
1.16.5	Exécution des prestations complémentaires	15
Article 2.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	15
Article 3.	DUREE D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE.....	16
Article 4.	FORME ET PRIX DE L'ACCORD CADRE.....	16
Article 5.	MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
5.1	COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	16
5.2	MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS	16
5.3	MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION.....	17
5.4	MODIFICATION DES PRESTATIONS COMMANDEES EN COURS D'EXECUTION	17
5.5	ARRET D'EXECUTION D'UNE PRESTATION.....	17
5.6	LIEUX D'EXECUTION.....	17
5.7	CONDITIONS D'EXECUTION	18
5.8	MODALITES DE VERIFICATION APPLICABLES AUX PRESTATIONS.....	18
5.8.1	GENERALITES	18
5.8.2	MODALITES DE VERIFICATIONS APPLICABLES AUX PRESTATIONS.....	19
5.8.3	Modalités de mise en oeuvre de la Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) facultative.....	19
Article 6.	PENALITES	20
6.1	PENALITES DE RETARD.....	20
6.1.1	PENALITES GENERALES APPLICABLES	21
6.1.2	PENALITES LIEES AU NON-RESPECT DE LA GOUVERNANCE	21
6.1.3	PENALITES ET RESILIATION	21
6.1.4	PENALITES POUR NON-RESPECT DES NIVEAUX DE SERVICE	21
6.1.5	PÉNALITÉ POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE 23	
6.1.6	AUTRES PENALITES	23
6.1.7	PENALITES ET TERME DU MARCHE	23
6.1.8	ABSENCE DE MONTANT PLANCHER	24
6.1.9	MONTANT PLAFOND	24
Article 7.	MODALITES FINANCIERES.....	24
7.1.	AVANCE	24
7.2.	ACOMPTES.....	25
7.3.	PAIEMENT	25
7.4.	FACTURATION.....	26
7.4.1.	CONTENU DES FACTURES.....	26

7.4.2. MODALITES D’ENVOI DES FACTURES	26
7.4.3. DELAI DE PAIEMENT	27
7.4.4. INFORMATION – RECLAMATION	27
7.4.5 DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	27
Article 8. DISPOSITIONS DIVERSES	29
8.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	29
8.2 MONNAIE.....	30
8.3 SOUS-TRAITANCE.....	30
8.4 COTRAITANCE	30
8.5 CONTENTIEUX.....	30
8.6 DIFFERENDS ET LITIGES	31
8.7 UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	31
Article 9. DEROGATIONS AU CCAG-TIC	31

ARTICLE 1. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

1.1 GENERALITES

1.1.1 PROCEDURE

La procédure de passation est celle de l'appel d'offre ouvert, telle que décrite aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.1.2 FORME

Le présent marché public constitue un accord-cadre au sens de l'article 33 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil et un accord-cadre à bon de commande au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-3 et R. 2162-3 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un maximum de 4 325 000 euros hors taxes et toutes périodes de reconduction incluses*. Il est mono-attributaire.

*

Période initiale : montant maximum de 3 525 000 € HT

Période de reconduction 1 : Montant maximum de 400 000 € HT

Période de reconduction 2 : montant maximum de 400 000 € HT

CONDITIONS DE DÉROGATION AU CCAG-TIC

Toute dérogation au CCAG-TIC qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite.

1.2 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, y compris l'annexe financière valant bordereau des prix unitaires, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG-TIC, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication ;
- l'offre technique du titulaire ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les conditions générales de vente du ou des titulaires ne sont pas applicables.

1.3 POUVOIR ADJUDICATEUR

Le groupement d'intérêt public e-santé Occitanie a la qualité de pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre. Celui-ci agit en tant que :

Pouvoir adjudicateur soumis au Code de la commande publique.

Centrale d'achat dans les conditions de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique.

1.4 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre a pour objet la mise à disposition et maintenance d'une plateforme de téléexpertise en région Occitanie

1.5 ALLOTISSEMENT ET DECOUPAGE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre ne comprend pas de lots en raison de la complexité technique des prestations et de la nécessité d'assurer une coordination optimale. La dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.6 DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de cinq (5) ans à compter de sa date de notification.

Il est reconductible deux (2) fois un (1) an, par tacite reconduction, sans que sa durée n'excède sept (7) ans.

Justification de la durée

La durée de sept (7) ans maximum, périodes de reconduction incluses, est justifiée notamment par :

Nécessité d'amortir les investissement humain et technique :

La mise en place de l'outil de téléexpertise en région Occitanie nécessite des investissements substantiels tant sur le plan technique qu'humain. Ces investissements incluent l'acquisition de technologies avancées, la formation des utilisateurs, et l'accompagnement continu des professionnels de santé pour garantir une utilisation optimale de l'outil. Ces coûts ne peuvent être amortis que sur une période prolongée, justifiant ainsi une durée de contrat de sept (7) ans.

Conformément à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, un accord-cadre peut être passé pour une durée supérieure à quatre ans dans des cas exceptionnels justifiés, notamment lorsque l'exécution du contrat nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure à quatre ans.

Consolidation des pratiques régionales

La durée de l'accord-cadre est fixée à sept (7) ans afin de garantir la continuité et la stabilité du service de téléexpertise. Cette période prolongée est particulièrement importante dans le domaine de la santé, où des interruptions ou des changements fréquents de prestataires peuvent nuire à la qualité des soins et à la confiance des utilisateurs. Une durée de sept ans permet de maintenir un service de haute qualité et de renforcer la confiance des professionnels de santé et des patients dans l'outil de téléexpertise. Enfin, une durée prolongée permet d'optimiser les coûts et les ressources allouées à la mise en place et à l'exploitation de l'outil de téléexpertise. Les économies d'échelle réalisées sur une période de sept ans peuvent contribuer à réduire les coûts globaux du projet, tout en assurant une utilisation efficace des ressources humaines et techniques. Cela permet également de mieux planifier et répartir les investissements sur la durée du contrat.

1.7 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les cas de résiliation sont les suivants :

- du fait de la personne publique, en application de l'article 47 du CCAG-TIC, par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- dans les cas visés à l'article 48 du CCAG-TIC, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- en cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 49.1 du CCAG-TIC ;
- aux torts du titulaire au titre de l'article 50 du CCAG-TIC ; le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de faire exécuter le accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire et ce, conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC ;
- Pour motif d'intérêt général conformément aux disposition de l'article 51 du CCAG-TIC

1.8 PRIX

1.8.1 DEFINITION DES PRIX

Les prix initiaux des prestations du présent accord-cadre sont **des prix définitifs**. Ils figurent à l'annexe 1 à l'acte d'engagement au mois de sa signature par le titulaire.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxes et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxes, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur dans les conditions de l'article 1.10 du présent document.

Un changement tarifaire ne doit pas s'accompagner d'une diminution de la qualité du service offert par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

1.8.2 FORME DES PRIX

La forme des prix du présent accord-cadre est défini dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Les prix sont des prix unitaires forfaitisés.

1.8.3 CONTENU DES PRIX

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour le groupement. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes tels que ceux relevant des modalités d'exécution (interlocuteurs, centre service client, suivi, etc.) ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire en France métropolitaine (hors Corse) ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations, objet des commandes.

Ces prix sont établis hors taxes et réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations.

1.8.4 REMISE FORFAITAIRE ANNUELLE

Le titulaire accorde au pouvoir adjudicateur une remise forfaitaire annuelle calculée sur le chiffre d'affaires réalisé au titre du présent marché. Les taux de remise et les seuils de chiffre d'affaires minimums déclenchant l'application de ces remises sont définis dans l'annexe financière du marché.

La remise forfaitaire annuelle est déterminée en fonction des tranches de chiffre d'affaires réalisées par le pouvoir adjudicateur au cours de l'année civile. Les taux de remise applicables à chaque tranche de chiffre d'affaires sont précisés dans l'annexe financière du marché.

La remise forfaitaire annuelle est appliquée par remise sur facture en début de l'année N+1. Le montant de la remise est calculé sur la base du chiffre d'affaires total facturé et encaissé par le titulaire au cours de l'année N. Le titulaire émettra un avoir correspondant au montant de la remise, qui sera déduit des factures émises en début d'année N+1.

Conditions spécifiques :

- Le chiffre d'affaires total facturé et encaissé par le titulaire est calculé du 1er janvier au 31 décembre de chaque année civile.
- La remise s'applique également à chaque période optionnelle du contrat.
- Pour les fournisseurs français, cette remise est réglée TTC.

1.8.5 REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de remise de l'offre par le titulaire** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix aussi bien unitaires que forfaitaires sont révisés annuellement, à la date anniversaire du contrat - c'est-à-dire à la date anniversaire de la réception de la notification du contrat par l'opérateur économique - par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$Cn = 15.0\% + 85.0\% (SYN (n) / SYN (o))$
--

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique, mois « anniversaire » est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) ».

1.9 CHARGES FISCALES

Les prix de base sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations.

A la date de notification de l'accord-cadre, le taux de TVA applicable aux prestations est de 20 %.

1.10 RABAIS ET OFFRES PROMOTIONNELLES

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle à l'administration pour une durée limitée.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle professionnelle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix de son barème et ce tout au long de la durée du présent accord-cadre.

L'annexe financière à l'acte d'engagement est mise à jour, le cas échéant, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

L'administration se réserve le droit de vérifier, par tous moyens à sa disposition, l'application conforme des dispositions contractuelles du présent article.

1.11 ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

1.11.1 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir le pouvoir adjudicateur informés périodiquement sur le déroulement des prestations et à les informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer au bénéficiaire, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles du bénéficiaire.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai au pouvoir adjudicateur, tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

1.11.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le bénéficiaire, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.
- une obligation de confidentialité, afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

1.12 ASSURANCE ET RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

1.12.1 ASSURANCE

Les dégâts et dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du bénéficiaire par le titulaire, du fait de l'exécution des prestations, sont à la charge de celui-ci.

A cet effet et en vertu de l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du bénéficiaire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

1.12.2 RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

Après mise en demeure restée infructueuse du service bénéficiaire, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse de l'engagement de la responsabilité contractuelle du titulaire, le montant des indemnités est plafonné à une somme égale à 50% du montant global TTC du bon de commande pour les prestations engageant cette responsabilité.

Toutefois, en cas de commission par le titulaire d'une faute lourde ou de manquement à une obligation contractuelle essentielle, le plafonnement de la responsabilité du titulaire ne peut être mis en œuvre au bénéfice de ce dernier.

1.13 FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

1.14 PLAN DE PROGRES

Tout au long de la durée de l'accord-cadre le titulaire et le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie peuvent convenir d'actions particulières à mener en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

Cela pourra concerner notamment :

- la qualité et la performance des services,
- l'amélioration de l'efficacité de la prestation globale,
- la recherche d'axes d'optimisation dans l'exécution de l'accord cadre

- la capitalisation des connaissances et le transfert des compétences.

Le titulaire ou le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie peuvent être à l'initiative de la proposition. Dans ce cas, le demandeur adresse son projet à l'autre partie détaillant la ou les actions qu'elle souhaite mener. Celles-ci peuvent être ponctuelles ou continues.

Le projet précise :

- les attentes du demandeur par rapport à l'autre partie,
- les objectifs que le demandeur souhaite atteindre,
- et les prérequis nécessaires au déploiement de l'action ou du projet.

En cas d'acceptation du projet, un avenant au présent accord-cadre sera conclu entre le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie et le titulaire.

Pour le cas où le projet nécessiterait la mobilisation de moyens spécifiques dédiés à l'accomplissement de l'action ou du projet, une contrepartie financière pourra être demandée.

La mise en œuvre des actions définies dans le projet, lorsqu'elles fixent des objectifs de performance, donne lieu à une incitation financière qui peut prendre la forme notamment d'offres de prix promotionnelles.

Les conditions d'application sont spécifiées dans l'avenant conclu entre le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie et le titulaire.

1.15 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent accord cadre introduit une clause de réexamen permettant de réexaminer les conditions d'exécution du contrat en cas de survenance de certaines circonstances spécifiques. Cette clause est applicable dans les conditions suivantes :

1.15.1 CHAMP D'APPLICATION ET NATURE DES MODIFICATIONS

Les modifications du contrat peuvent porter sur :

- L'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et nécessitant l'intervention d'un opérateur économique assurant des prestations similaires.
- La mise à jour des sites/services utilisateurs.
- L'ajustement des modalités d'exécution des prestations.

1.15.2 CIRCONSTANCES DECLANCHANT LA CLAUSE DE REEXAMEN :

La clause de réexamen peut être activée en cas de :

- Changement d'un des paramètres d'un indice de prix ou de substitution d'un indice de prix ayant disparu lors de l'exécution du marché par un nouvel indice de prix.
- Changement de législation et/ou de réglementation affectant les impôts et taxes dus par le titulaire au titre de l'exécution du présent contrat.
- Survenance d'un événement extérieur au titulaire remettant en cause l'équilibre financier du contrat (cas de force majeure, sujétions techniques imprévues, grève, crise sanitaire, etc.).
- Évolution des conditions économiques et techniques affectant de manière significative les conditions d'exécution du marché.

1.15.3 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

En cas de survenance de l'une des circonstances précitées, les parties conviennent de se rencontrer dans un délai de quinze (15) jours pour discuter de bonne foi des conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le titulaire est tenu de soumettre au pouvoir adjudicateur un dossier motivé justifiant la nécessité du réexamen des conditions du marché. Ce dossier doit contenir :

- Les justificatifs techniques et fonctionnels des modifications proposées.
- Les caractéristiques techniques des prestations ajoutées ou modifiées.
- La documentation technique et tarifaire correspondante.
- L'impact sur le planning et les coûts supplémentaires.

1.15.4 PRISE EN CHARGE DES SURCOUTS

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

1.15.5 EXCLUSIONS

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

1.16 MARCHE COMPLEMENTAIRE DE SERVICES

1.16.1 DEFINITION ET CONDITIONS DE RECOURS

Conformément à l'article R2322-11 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer des marchés complémentaires de services sans publicité ni mise en concurrence préalables. Ces marchés complémentaires peuvent être conclus lorsque les prestations ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais sont devenues nécessaires,

à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution du service tel qu'il est décrit dans le marché initial.

1.16.2 CONDITIONS SPECIFIQUES

Les marchés complémentaires de services peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions suivantes :

- Les services complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché initial sans inconvénient majeur pour l'acheteur ;
- Les services complémentaires, bien qu'ils soient séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son parfait achèvement.

1.16.3 LIMITATION DU MONTANT

Le montant cumulé des marchés complémentaires de services ne peut dépasser 50 % du montant du marché initial. Au-delà de ce seuil, l'acheteur devra conclure un nouveau marché selon une procédure formalisée.

1.16.4 JUSTIFICATION ET TRAÇABILITE

Le pouvoir adjudicateur devra justifier que les conditions de recours à un marché complémentaire sans publicité ni mise en concurrence sont remplies. Les modifications apportées au marché initial ne doivent pas être substantielles et ne doivent pas entraîner une modification des conditions initiales de mise en concurrence.

1.16.5 EXECUTION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les prestations complémentaires seront exécutées par le titulaire du marché initial, selon les mêmes conditions contractuelles, sauf dispositions contraires spécifiées dans le marché complémentaire.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont:

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. DUREE D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de douze (12) mois la date de fin de validité de l'accord cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande correspond à la date de fin d'exécution des prestations.

ARTICLE 4. FORME ET PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix sont révisables dans les conditions définies à l'article 1.8.4 du présent CCAP.

ARTICLE 5. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution du marché par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

Les décisions qui font courir un délai sont notifiées de manière privilégiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise en mains propres contre récépissé à la personne habilitée à représenter le titulaire (ou son mandataire en cas de groupement).

Le pouvoir adjudicateur peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

5.2 MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- la désignation de la ou des prestation(s) concernée(s) ;

- les phases et le détail de la ou des prestation(s) (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- les quantités si une précision s'impose ;
- le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution et de livraison.

5.3 MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé de réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais particuliers d'exécution des prestations sont fixés, sauf exception, dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations au pouvoir adjudicateur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application, à l'encontre du titulaire, de pénalités telles que formulées à l'article 6 du présent document.

5.4 MODIFICATION DES PRESTATIONS COMMANDEES EN COURS D'EXECUTION

En cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur peut être amené à faire évoluer les prestations par des créations, suppressions ou modifications de services et ce, sans que soit remis en cause, le déroulement normal du marché.

Ces modifications sont opérées dans les conditions techniques et de délais définies dans le CCTP et la proposition technique du titulaire.

La formalisation de ces modifications est réalisée par simple demande écrite, transmise par le pouvoir adjudicateur par courrier électronique, confirmée le cas échéant par un bon de commande, numéroté et daté, notifié au titulaire.

5.5 ARRET D'EXECUTION D'UNE PRESTATION

Le pouvoir adjudicateur peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande. Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de quinze (15) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord cadre et ne donne lieu à aucune indemnité.

5.6 LIEUX D'EXECUTION

Les prestations seront principalement réalisées dans les locaux du titulaire. Des déplacements dans la région Occitanie peuvent avoir lieu ponctuellement.

5.7 CONDITIONS D'EXECUTION

Les livrables seront accompagnés d'un procès-verbal de réception indiquant :

- le nom du titulaire
- la date de livraison,
- la référence de l'accord-cadre
- la nature du livrable.

5.8 MODALITES DE VERIFICATION APPLICABLES AUX PRESTATIONS

5.8.1 GENERALITES

Les opérations de vérification et les décisions du bénéficiaire s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous et, en tant que de besoin, sont précisées dans chaque bon de commande.

Elles dérogent partiellement ou totalement aux dispositions des articles 29 à 34 du CCAG-TIC.

Elles ont pour but de constater que les prestations exécutées sont conformes aux obligations imposées au titulaire.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le présent accord cadre conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations définies conformément aux dispositions contractuelles.

Le titulaire avise le bénéficiaire de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications. Cette notification est faite par courrier dématérialisé permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le bénéficiaire avise le titulaire de la date à partir de laquelle débutent les opérations de vérification qualitative. Cette notification est faite, par courrier dématérialisé permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision :

- de réception lorsque les prestations répondent aux stipulations du présent accord cadre ;

- d'ajournement lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au bénéficiaire les prestations mises au point ;
- de réfaction lorsque les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord cadre peuvent être reçues en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- de rejet des prestations lorsque les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord cadre et ne peuvent être reçues en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

L'ajournement ou le rejet n'a pas pour effet d'accorder une prolongation du délai contractuel d'exécution. Conformément à l'article 3.8 du présent document, l'ajournement ou le rejet prononcé par le bénéficiaire constitue un cas de retard sanctionné par les pénalités stipulées au présent accord-cadre.

5.8.2 MODALITES DE VERIFICATIONS APPLICABLES AUX PRESTATIONS

Au titre de chacune des prestations du présent accord cadre, le titulaire est tenu de transmettre au bénéficiaire l'ensemble des livrables qui s'y rattachent et ce, dans les délais et conditions définis au sein du CCTP.

Les dispositions générales applicables à l'ensemble des prestations sont décrites à l'article 5 du CCTP.

Au titre de chacune des prestations le pouvoir adjudicateur procède aux opérations de vérification dans les délais et conditions définis au CCAG-TIC.

5.8.3 MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) FACULTATIVE.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de commander ou non la Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) facultative, telle que décrite dans les documents du marché.

La PSE facultative pourra être levée lors de la notification du marché.

Par la suite, ces prestations pourront être activées au cas par cas et au fur et à mesure des besoins.

Chaque PSE sera commandée individuellement par un bon de commande. Ce bon de commande précisera la prestation, son coût, les délais d'exécution et les conditions spécifiques. Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 6. PENALITES

Précompte des pénalités :

Les pénalités de retard et autres pénalités prévues au contrat seront appliquées par précomptes sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution du marché. Ces précomptes seront effectués lors de l'établissement des états d'acompte mensuels ou trimestriels, selon la périodicité définie dans le marché.

Notification des pénalités :

Le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire, par écrit, le montant des pénalités appliquées, les manquements constatés, ainsi que les périodes concernées. Cette notification sera accompagnée d'un justificatif détaillant le calcul des pénalités.

Procédure contradictoire préalable :

Avant l'application des pénalités, le titulaire sera invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification. Le pouvoir adjudicateur précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les manquements reprochés, ainsi que le délai imparti pour présenter les observations.

Effet des pénalités :

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le paiement des pénalités ne libère pas le titulaire de son obligation d'exécuter les prestations prévues au contrat.

6.1 PENALITES DE RETARD

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt des pénalités pour retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constituent des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article 3.8 du présent document.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a

donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités de retard s'appliquent également en cas de non-respect de la comitologie précisée au CCTP.

6.1.1 PENALITES GENERALES APPLICABLES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, après expiration du délai contractuel d'exécution tel qu'il résulte de la date de livraison reportée sur le bon de commande des prestations concernées, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon les formules suivantes :

$$P = (V \cdot R) / 100$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur de la prestation (euros HT) ;

R = nombre de jours ouvrés de retard.

6.1.2 PENALITES LIEES AU NON-RESPECT DE LA GOUVERNANCE

Si le Titulaire ne respecte pas les délais de livraison des éléments de gouvernance tel que décrits au CCTP, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P=R \cdot 250$$

P=montant de la pénalité ; R= nombre de jours ouvrés de retard

6.1.3 PENALITES ET RESILIATION

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur la résiliation pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50 du CCAG- TIC.

En cas de résiliation de l'accord cadre, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

6.1.4 PENALITES POUR NON-RESPECT DES NIVEAUX DE SERVICE

Pour l'ensemble des pénalités, le délai commence à courir à compter de la déclaration d'incident. Il est précisé que toute heure (ou quart d'heure le cas échéant) entamée est comptée comme entière.

Définition des niveaux d'anomalie / incident :

Mineur	Majeur	Critique
Tous les autres types de dysfonctionnement	Dysfonctionnement entraînant l'indisponibilité de fonctionnalités importantes, ou générant une dégradation sérieuse des performances de l'application	Dysfonctionnement entraînant l'arrêt total du système, ou rendant impossible l'utilisation normale d'une fonction de façon non contournable et rédhibitoire, ou interdisant l'accès aux données en lecture ou en écriture

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, le montant des pénalités pour dépassement des GTI sont les suivants :

Pénalités	Type de pénalité	Valeurs	Précisions
Non-respect de la GTI pour une anomalie/incident critique	Forfaitaire	100€	Par tranche de 15 minutes de dépassement
Non-respect de la GTI pour une anomalie/incident majeur	Forfaitaire	250€	Par heure de dépassement
Non-respect de la GTI pour une anomalie/incident mineur	Forfaitaire	100€	Par heure de dépassement
Non-respect du délai de contournement pour une anomalie/incident critique	Forfaitaire	100€	Par tranche de 15 minutes de dépassement
Non-respect du délai de contournement pour une anomalie/incident majeur	Forfaitaire	250€	Par heure de dépassement
Non-respect du délai de contournement pour une anomalie/incident mineur	Forfaitaire	100€	Par heure de dépassement
Non-respect du délai de demande d'assistance	Forfaitaire	100€	Par heure de dépassement

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, le montant des pénalités pour dépassement des GTR sont les suivants :

Pénalités	Montant de la pénalité
Pénalité pour non-respect de la GTR* pour un dysfonctionnement critique entre la 1e et 2e heure d'indisponibilité	1 000€**
Pénalité pour non-respect de la GTR* pour un dysfonctionnement critique entre la 2e et 3e heure d'indisponibilité	1 200€**
Pénalité pour non-respect de la GTR* pour un dysfonctionnement critique entre la 3e et 4e heure d'indisponibilité	1 400€**
Pénalité pour non-respect de la GTR* pour un dysfonctionnement critique entre la 5e et 6e heure d'indisponibilité	1 600€**
Pénalité pour non-respect de la GTR* pour un dysfonctionnement critique entre la 5e et 6e heure d'indisponibilité	1 800€**

Pénalité pour non-respect de la GTR* pour un dysfonctionnement critique au-delà de la 6e heure d'indisponibilité (montant appliqué par heure décomptée)	2 000€**
---	----------

*Niveau de GTR attendue : 1 heure (CCTP article 4.2.2.2.2)

**Les montants de chacun des paliers se cumulent

- Le montant des pénalités pour non-respect de la durée maximale d'indisponibilité est le suivant :

Pénalités	Type de pénalité	Valeurs	Précisions
Le montant des pénalités pour non-respect de la durée maximale d'indisponibilité annuelle	Forfaitaire	1 200 €	par heure de dépassement

6.1.5 PÉNALITÉ POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG TIC, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

6.1.6 AUTRES PENALITES

Pénalités	Type de pénalité	Valeurs	Précisions
Pénalité pour non-respect de la roadmap complétée dans la grille fonctionnelle pour les fonctionnalités « Importantes »	Forfaitaire	300 €	Par trimestre de retard
Pénalité pour perte définitive de données	Forfaitaire	5 000 €	Par constatation notifié au titulaire
Pénalité pour mauvaise exécution du contrat	Forfaitaire	500 €	Par constatation

6.1.7 PENALITES ET TERME DU MARCHÉ

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Le bénéficiaire ne peut prétendre au versement de dommages et intérêts pour un préjudice généré par un fait fautif du titulaire sanctionné par les pénalités stipulées dans le présent accord-cadre.

Toutefois, dans l'hypothèse où le fait fautif, quoique sanctionnable au titre des pénalités, compromet l'exécution globale du présent accord cadre et/ou perturbe fortement les activités et missions du bénéficiaire, celui-ci se réserve la faculté d'intenter une action en dommages et intérêts à l'encontre du titulaire afin de voir couvert le(s) préjudice(s) né(s) du fait fautif.

6.1.8 ABSENCE DE MONTANT PLANCHER

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, tel qu'issu des formules mentionnées à l'article 3.9.1 ci-avant, et dans la limite du plafond fixé à l'article suivant du présent CCAP.

6.1.9 MONTANT PLAFOND

Les pénalités précitées sont cumulables.

Les pénalités sont plafonnées à 15% du montant annuel du marché constaté sur l'année n-1.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné :

- le marché peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement des pénalités restant dû.
- Le bénéficiaire se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par une autre société, après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

ARTICLE 7. MODALITES FINANCIERES

7.1. AVANCE

7.1.1. VERSEMENT DE L'AVANCE

Sauf s'il y renonce expressément, le titulaire a droit au versement de l'avance prévue à l'article L. 2191-2 du Code de la commande publique et à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application de l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à cinquante mille (50 000) € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Cette avance est égale à cinq (5) % du montant du bon de commande, pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois ; pour chaque

bon de commande notifié d'une durée d'exécution supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est fixé à cinq (5) % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance est versée au titulaire en une seule fois, pour chaque bon de commande.

7.1.2. REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

7.2. ACOMPTES

Dans le cadre du présent marché et conformément aux dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

7.3. PAIEMENT

Les prestations sont réglées par application des prix figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Pour le règlement des prestations, le titulaire établit une facture qu'il transmet au bénéficiaire accompagné du PV de réception des prestations signé par le bénéficiaire.

Le bénéficiaire accepte ou rectifie la facture émise par le titulaire. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le bénéficiaire. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toutes les prestations sont payées comme suit :

- Prestation 1 : DEPLOIEMENT DE LA SOLUTION
- Prestation 2 : MAINTENANCE CORRECTIVE REGLEMENTAIRE ET MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE
- Prestation 3 : MAINTENANCE EVOLUTIVE
- Prestation 4 : DEPLOIEMENT, FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DE NOUVELLES STRUCTURES
- Prestation 5 : REVERSIBILITE
- Prestation 6 : TEMPS JOUR HOMME
- Prestation 7 - PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (Prestation facultative)

L'intégralité du paiement de la prestation s'effectuera au service fait.

Dans le cas où la formation est dispensée en inter bénéficiaire, alors part de paiement de chaque bénéficiaire sera proportionnelle au nombre d'agent formés au regard de la taille sur groupe formé. Par exemple, pour un groupe de 10 agents formés, si un bénéficiaire a formé 3 agents alors il paiera 33% du prix de la formation à service fait.

7.4. FACTURATION

7.4.1. CONTENU DES FACTURES

Les factures précisent impérativement :

- L'identification de l'acheteur :
 - les références de l'accord-cadre (nom et numéro de l'accord-cadre, du marché, numéro de compte client);
 - le nom du bénéficiaire, l'adresse de facturation, puis le nom du service à l'initiative de la commande ;
- L'identification du titulaire :
 - dénomination et raison sociales, numéro SIRET ou, à défaut, le numéro SIREN, adresse
- la date d'émission de la facture ;
- le numéro d'identifiant unique de la facture ;
- le numéro de commande de l'acheteur
- le libellé de prestations conformes aux libellés utilisés dans les documents de l'accord-cadre,
- les prix conformes à l'annexe financière
- le montant total à payer toutes taxes comprises et hors taxes ;
- le taux de TVA appliqué et le montant correspondant ;
- le procès-verbal de service fait ;
- la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
- toute autre information utile au paiement.

7.4.2. MODALITES D'ENVOI DES FACTURES

La transmission des factures doit être effectuée sur le portail CHORUS PRO.

Le portail CHORUS PRO (DGFIP) est gratuit.

Si le titulaire n'a pas de compte sur le portail CHORUS PRO (DGFIP), il devra préalablement en créer un et l'activer. Les factures seront au format PDF.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation, une aide technique est proposée et mise à disposition sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>

7.4.3. DELAI DE PAIEMENT

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément aux articles R. 2192-31, R. 2192-32, R. 2192-35 et R. 2192-36 du Code de la commande publique, en cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4.4. INFORMATION – RECLAMATION

Toute demande d'information ou toute réclamation relative au délai de paiement d'une facture exigible fait l'objet d'une lettre adressée par voie postale à l'adresse du bénéficiaire. Cette lettre précise au moins :

- la référence de l'accord-cadre
- la référence de la commande ;
- le montant total TTC de la commande ;
- le montant total TTC de la facture en cause.

7.4.5 DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, le titulaire concède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette concession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente concession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 46.3 du CCAG-TIC.

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1° les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

3° les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1° et 2°.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1° et 2° tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;

- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG-TIC.

8.2 MONNAIE

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

8.3 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent marché, dans les conditions prévues par l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique et les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter au bénéficiaire les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. Pour ce faire, il fournit une déclaration contenant les renseignements mentionnés R. 2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur, en cas d'accord, devra alors accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose à des sanctions prévues à l'article 3.6.3 du CCAG-TIC.

8.4 COTRAITANCE

En cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

8.5 CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

8.6 DIFFERENDS ET LITIGES

Tout différend doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au bénéficiaire ainsi qu'au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux (2) mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En outre, le pouvoir adjudicateur, le bénéficiaire ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions mentionnées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

8.7 UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein de de l'accord-cadre, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.

ARTICLE 9. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-TIC :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-TIC	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 5.8.1	29 à 34
Article 6.1.1	14.1
Article 6.1.4	14.1
Article 6.1.5	14.3
Article 6.1.8	14.1.3
Article 7.4.5	46.2.1